

Saint-Nicolas au centre fermé 127bis

*Evelyne Dal,
médecin
généraliste à la
maison médicale
l'Aster.*

Nous étions une bonne centaine à marcher vers le centre fermé 127bis ce dimanche 4 décembre 2005 sous une pluie battante pour manifester notre solidarité aux parents et enfants enfermés dans le centre fermé 127bis à l'occasion de la Saint-Nicolas. Un groupe de six personnes, dont quatre parlementaires, une membre de la Ligue des Droits de l'Homme, un membre de la Coordination contre les rafles, les expulsions et pour la régularisation, ont pu visiter le centre pour distribuer les nombreux jouets amenés par les manifestants et donner les cartes téléphoniques aux parents qui n'ont aucune autre possibilité d'un contact avec l'extérieur.

Nous sommes rentrés dans le centre après un contrôle d'identité. Nous n'avons pas pu amener les jouets qui devaient d'abord être fouillés par les gardiens (armes cachées, terrorisme ?). Mais nous avons fait le tour des trois pavillons où sont hébergés 58 enfants et une centaine d'adultes.

L'ambiance et la pauvreté y sont indescriptibles. Toutes les portes sont verrouillées et nous étions accompagnés par des gardiens tout au long de la visite. Les personnes des trois pavillons ne peuvent avoir aucun contact entre eux.

Dès notre arrivée dans les pavillons, nous avons été assaillis par des mamans en pleurs avec leurs enfants dans les bras ou à la main. Des salles tristes, des barreaux aux fenêtres, aucune décoration, trois tables, une dizaine de chaises ou une trentaine de familles y passent leur journée.

Un papa déplore le fait que les enfants soient dans des atmosphères enfumées, mauvaise pour les poumons. Une maman Tchétchène vient me dire que depuis qu'elle est là, elle trouve son bébé de quatre mois triste. Elle demande de l'aide, pour son enfant. Un homme sort de sa poche une attestation médicale indiquant la maladie dont il souffre et ne comprend pas qu'il ne puisse être traité.

Ce qui nous a le plus frappé était ce petit garçon de cinq ans, qui attaché aux barreaux criait aux manifestants à l'extérieur pendant deux heures, sans interruption : « LIBERTE, LIBERTE, LIBERTE, LIBERTE ». Nous n'osons pas imaginer l'état psychologique de cet enfant après notre départ.

Des familles sont là depuis parfois plusieurs mois. La majorité des enfants sont nés en

Belgique et les familles résident pour beaucoup de trois à huit ans en Belgique. Les enfants ont été retirés de l'école pour être enfermés. Beaucoup ont été arrêtés lors d'une convocation à l'Office des étrangers. Beaucoup n'ont pas d'avocat ou un avocat fantôme dont ils n'ont jamais de nouvelles. Des manifestants, restés à l'extérieur, tapaient pendant deux heures sur les grillages hauts de quatre mètres en pleurant et criant, traumatisés.

Nous remercions les parlementaires et la Ligue de leur présence. Nous pensons que certains étaient là par esprit « humanitaire » plutôt que politique mais nous exigeons qu'il fasse leur travail de politiciens pour interpellier les instances sur cette situation. Nous exigeons que l'ensemble du Gouvernement prenne ses responsabilités. Nos objectifs sont loin d'être humanitaires.

Nous protestons fermement contre l'existence de centres fermés, que l'on compare souvent à des prisons et que nous avons pu constater être pires que des prisons avec en plus des enfants ! Pourquoi ces gens là n'ont pas droit à des endroits un peu plus « humanisé » : cela s'appelle de la ségrégation.

Nous exigeons que les demandeurs d'asile soit traité dignement, qu'ils ne soient plus mis dans des camps, qu'ils aient droit au logement, travail, santé, éducation tout au long de leur procédure.

Nous exigeons que le droit de défense soit appliqué pour tous. Trop souvent on est témoin de personnes arrêté lors d'une convocation banale à l'Office d'étrangers ou ils se rendent de bonne foi. On ne leur donne même plus l'occasion d'argumenter leur demande d'asile ou de régularisation. Ils seront expulsés sans droit aux recours, sans analyse sérieuse de leur demande.

Nous n'accepterons jamais l'enfermement d'hommes, de femmes, et d'enfants juste parce qu'ils n'ont pas les bons papiers. Ils ont fui des situations de détresse extrême et ont choisi la Belgique, pays qu'ils croyaient démocratique et accueillant.

Nous avons appris que de nouvelles ailes vont être réservées à des familles dans les centres fermés de Vottem et de Merksplas et que notre gouvernement compte intensifier cette politique d'expulsion/exclusion de personnes sans droits.

Des manifestations de ce genre apportent un énorme réconfort aux personnes enfermées, c'est ce qu'ils nous disent, mais la question reste posée : en quoi ces actions pourraient changer la nouvelle politique belge et européenne des plus répressives, bafouant les droits élémentaires de chacun, belge ou immigrant.

Nous pensons que ces comportements sont des comportements racistes, qu'une nouvelle ségrégation s'installe dans nos pays de toutes les personnes démunies, que leurs droits sont bafoués systématiquement et intentionnellement. Il est plus que temps de réagir contre ce dangereux tournant de notre système dans lequel est réprimé, enfermé ou torturé tout ce qui « dérange ». ●